

N°DBCA-2024-001

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MAINTENANCE DECENNALE DES BRAS ELEVATEURS AERIENS DE MARQUE BRONTO**

Le 25 janvier 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 10 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2<sup>ème</sup> Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3<sup>ème</sup> Vice-président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5<sup>ème</sup> membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

| <b>Projet d'établissement</b>                         |   |  |
|---|---|--|
| <b>Les Politiques</b>                                 | <b>Les Axes Stratégiques</b>  | <b>Les Segments de Travail</b>                                   |
| Ressources et moyens<br>Modernisation et sécurisation | Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis<br>Garantir la sécurité | Entretenir le patrimoine<br>Sécurité opérationnelle et technique |

\*

\* \*

Vu :

- le code de la commande publique,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

\*

\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est doté de différents types de véhicules d'interventions, au titre desquels figurent les trois Bras Elévateurs Aériens (BEA) de marque BRONTO affectés respectivement aux Centres d'incendie et de secours de Dieppe (BEA de 42m), Rouen sud (BEA de 30m) et le Havre nord (BEA de 42m).

De par sa spécificité, cet équipement est soumis à différents textes réglementaires et spécifications constructeur concernant l'entretien et la maintenance. Ainsi, tous les 10 ans, un BEA nécessite une révision générale afin de prolonger sa durée de vie.

Cette maintenance décennale, concerne notamment les prestations d'entretiens suivantes :

- le remplacement de certains organes (flexibles hydrauliques, câbles électriques, crépines de réservoir...);
- dépose et repose de la chaîne d'énergie et poutres de stabilisation (poutres télescopiques);
- interventions sur la tourelle, le bras principal...;
- vérification de l'intégrité structurelle (déformation, soudure...);
- reparamétrage et mise à jour du logiciel électronique de la gestion de la machine;
- etc...

Les fabricants des BEA revendiquent, du fait de la spécificité des équipements et de la nécessité d'un reparamétrage via des logiciels constructeurs, l'exclusivité concernant cette maintenance.

Cette exclusivité leur permet d'assurer l'intégrité et la sécurité des moyens aériens ainsi que celle des utilisateurs.

Le Sdis 76, a donc eu recours à la procédure sans publicité ni mise en concurrence prévue aux articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique. Cette procédure permet en effet, la conclusion d'un marché directement avec un opérateur économique lorsqu'il existe un droit d'exclusivité au bénéfice de celui-ci.

La date limite de remise des offres était fixée au 09 janvier 2024 à 12h00.

\*

\* \*

*La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 25 janvier 2024 et a attribué l'accord-cadre à la société BRONTO pour un montant global et forfaitaire de 264 404 € HT soit :*

- 75 774,00 € HT pour un BEA de 30 m.
- 94 315,00 € HT pour un BEA de 42 m.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la Commission d'appel d'offres.*

**Le Président du Conseil d'administration,**

Signé électroniquement, le 26/01/2024  
Andre GAUTIER, Président CASDIS  
**André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240125-DBCA-2024-001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/01/2024

Affichage : 26/01/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

